

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE
2007 – NIGER***

Freetown, juillet 2008

L'axe prioritaire de l'action des Autorités politiques et économiques du Niger en 2007 devait être portée sur l'exécution du programme de réduction de pauvreté en maintenant un cadre macroéconomique et financier stable. Cela passait par la mise en œuvre de réformes structurelles profondes destinées en particulier à réduire la vulnérabilité du Niger aux chocs exogènes à travers des mesures de diversification de l'économie et de développement du secteur privé. Les principaux objectifs macroéconomiques étaient donc les suivants :

- réaliser un taux de croissance de 4,5%;
- assurer la stabilité des prix en contenant le taux d'inflation à moins de 3% ;
- assurer une meilleure gestion des finances publiques en portant le solde budgétaire de base au moins à l'équilibre à compter de 2006 ;
- réduire le déficit du compte courant de la balance des paiements hors dons par la dynamisation et la diversification des produits destinés à l'exportation ;
- poursuivre l'apurement total des arriérés de la dette intérieure.

Dans le domaine de la convergence, les prévisions s'accordaient sur la réalisation de six critères.

En termes de réalisations, l'année 2007 n'a pas connu la vivacité économique attendue. Le rythme de l'activité a connu un ralentissement marqué par un taux de progression du PIB réel de 3,1% soit deux points de pourcentage de moins qu'en 2006. Cette croissance, essentiellement soutenue par les secteurs secondaire et tertiaire, est survenue dans un contexte de recrudescence des pressions inflationnistes.

1. Analyse sectorielle

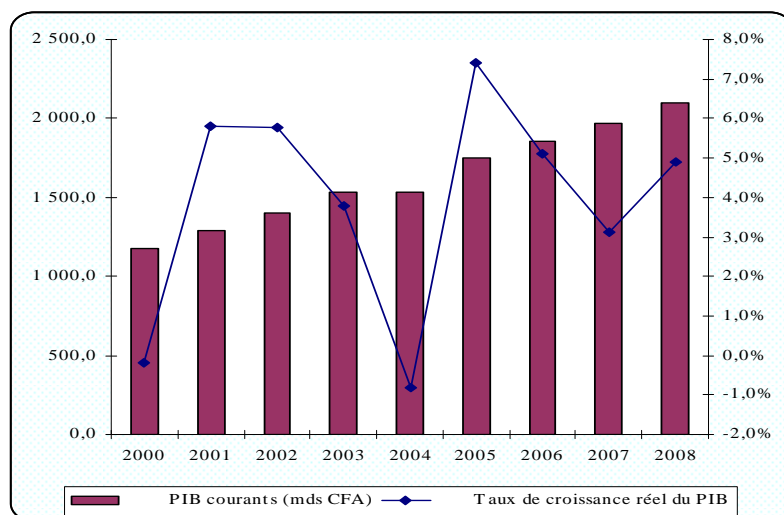
1.1 Secteur réel

L'activité économique a enregistré une croissance de 3,1%, pour une prévision initiale de 4,5% et contre des réalisations de 5,1% et 7,4%, respectivement en 2006 et 2005. Cette évolution est liée au dynamisme du secteur tertiaire.

En effet, le secteur primaire a connu une hausse de 1,2% en 2007 contre 7,7% en 2006. Cette décélération s'explique par le ralentissement de la croissance de la production agricole consécutive à la stagnation de la production céréalière et celle du niébé. Au niveau de l'élevage, le taux de croissance s'est stabilisé autour de 3,4% comme en 2006 en rapport avec un développement normal du tapis herbacé sur l'ensemble des espaces pastoraux. De même, l'exploitation forestière bénéficiant des plans d'aménagement forestier, a connu une croissance de l'ordre de 3,4% comme en 2006. L'activité de pêche a repris avec un taux de croissance réelle de 2,6% en 2007, après une baisse de 21,7% en 2006. Cette évolution favorable est liée à la reprise des activités dans la partie du Lac Tchad de la région de Diffa, l'alimentation du Lac en eau ayant été bonne suite à la pluviométrie abondante enregistrée au cours de l'année 2006.

Dans le secteur secondaire, il a été enregistré également une décélération de l'activité économique avec un taux de croissance de 1,3% contre 5,7% en 2006 en liaison avec le recul attendu des productions énergétiques. Les taux de croissance des activités de fabrication et de construction se sont stabilisés respectivement à 2,7% et 4,3% comme en 2006.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 4,9% en 2007 contre 2,6% en 2006 sous l'impulsion des performances des branches de télécommunications et des services publics qui ont progressé respectivement de 9,5% et 6,5%.

Graphique 3.21 : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance du PIB réel a été portée par le dynamisme de la consommation finale et des investissements. L'évolution de la demande intérieure s'est caractérisée par une hausse de 4,6% de la consommation privée contre 4,2% en 2006. La consommation finale des administrations publiques, a augmenté de 5,8% contre 0,3% en 2006, en liaison avec la progression de toutes les catégories de dépenses courantes hors intérêts sur la dette publique.

S'agissant des investissements, la croissance s'est établie à 11,6% contre 1,6% en 2006. Cette évolution est consécutive à l'accroissement des dépenses publiques d'équipement et à la poursuite des investissements dans les domaines de la recherche minière, de l'énergie et des télécommunications. Elle résulte d'une hausse de 3,3% de la FBCF privée et d'une progression de 22,4% de la FBCF publique.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations ont connu une hausse de 10,8% après une baisse de 4,7% en 2006, en rapport avec l'augmentation des besoins en biens d'équipement et produits énergétiques. Quant aux exportations, portées par l'uranium, l'or et les produits agropastoraux, elles ont progressé de 2,8%.

En terme nominal, le taux d'investissement est passé de 21,8% en 2006 à 23,0% en 2007. Quant au taux d'épargne intérieure brute, il s'est situé à 7,2% contre 10,6%.

L'évolution de l'activité économique en 2007 s'est accompagnée d'une hausse du niveau général des prix en liaison avec la hausse des prix des hydrocarbures et le contexte de hausse généralisée des prix des produits de première nécessité. Le taux d'inflation de fin de période est passé de 0,3% à fin décembre 2006 à 4,7% à la même période de l'année 2007. Cette évolution est la conjonction des hausses de 6,5% et 4,7% respectivement des prix des fonctions « boissons alcoolisées, boissons et tabacs » et « restaurants et hôtels » ainsi que la hausse du prix du pétrole atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires et de la communication.

1.2 Finances publiques

En 2007, l'objectif de la politique budgétaire du Gouvernement a été la poursuite de l'assainissement des finances publiques, à travers notamment la mobilisation accrue des ressources internes, la maîtrise des dépenses courantes et la réduction des arriérés de paiement intérieurs.

Les recettes budgétaires ont connu une augmentation relativement forte de 24,9% pour s'établir à 15,4% du PIB contre 13,3% en 2006. Cette évolution est mieux appréhendée au niveau des tendances qui ont caractérisé ses principales composantes.

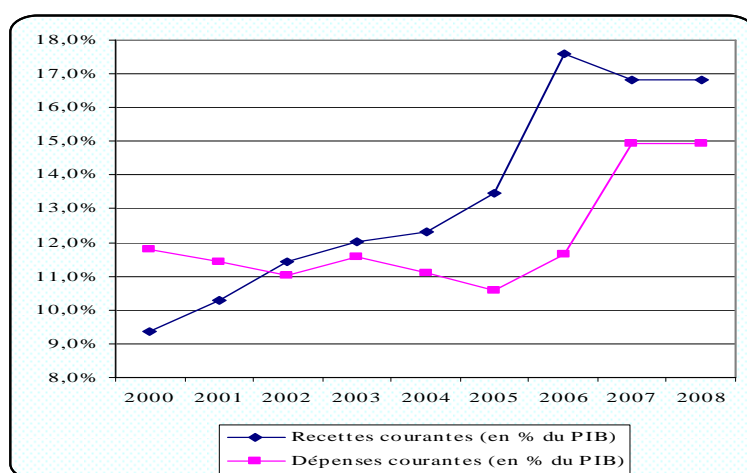
En effet, les recettes fiscales ont progressé de 14,4% pour s'établir à 11,8% du PIB en 2007, contre 11,0% en 2006. Cette évolution a résulté de l'augmentation des recettes intérieures portées par les taxes sur biens et services et les impôts sur les revenus et bénéfiques et de la progression des recettes de porte. Les recettes non fiscales ont enregistré la plus forte progression avec un taux de 84,9% en liaison notamment avec le paiement des licences d'exploitation par des investisseurs opérant dans le secteur des télécommunications et celui des mines.

Au titre des dons, le niveau de mobilisation a également connu une progression de 15,3% à fin décembre 2007 en se stabilisant à 5,4% du PIB contre 5,0% en 2006.

Au chapitre des dépenses totales, la rubrique « dépenses totales et prêts nets » est en progression de 29,3%, ce qui porte le ratio par rapport au PIB nominal de 24,5%, légèrement en hausse comparativement à celui de 2006 (23,3%). Cette hausse des dépenses est imputable aux deux composantes de la dépense, les dépenses courantes et en capital.

Les dépenses courantes sous l'impulsion des dépenses de fonctionnement, de transferts et subventions ont crû de 32,4% pour s'établir à 11,9% du PIB en 2007 contre 9,5% en 2006. Les transferts et subventions ont progressé de 57,0% pour représenter 5,9% du PIB contre 3,7% en 2006. La progression (+6,2%) des dépenses de salaires a été moindre ce qui a eu pour conséquence de réduire leur impact sur les recettes fiscales avec un ratio qui est passé de 33,3% en 2006 à 31,0% en 2007.

Graphique 3.22 : Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

Quant aux dépenses en capital, elles se sont inscrites en hausse de 13,4%, pour s'établir à 10,5% du PIB contre 9,8% en 2006 essentiellement imputable à la progression de 43,1% de la composante financée sur ressources internes. Les dépenses en capital financées sur ressources extérieures n'ont connu qu'une augmentation modeste de 1,8%. Ces évolutions sont en rapport avec la réalisation des travaux d'infrastructures et la poursuite des objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

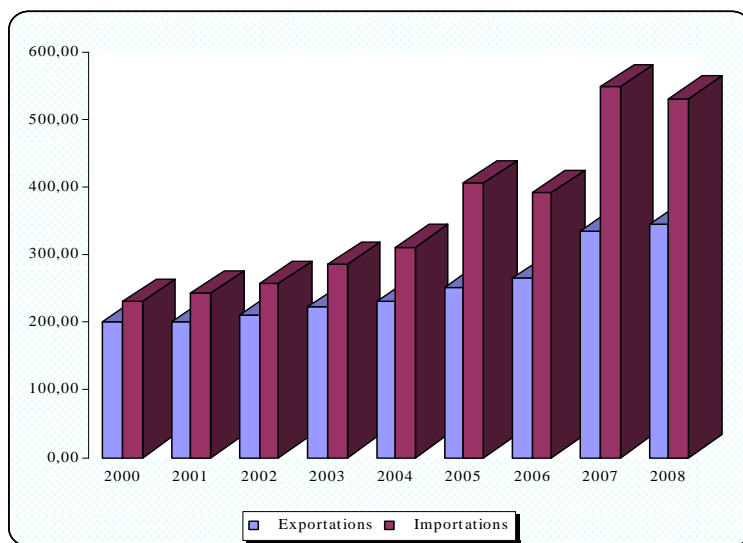
Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2007, s'est soldée par une aggravation des déficits des principaux soldes. Ainsi, les déficits globaux hors dons et avec dons rapportés au PIB se sont établis respectivement à 8,6% et à 3,2% en 2007 contre 6,6% et 1,6% en 2006.

Au niveau de la dette publique, l'encours de la dette publique intérieure et extérieure est estimé à fin 2007, à 432,1 milliards de F CFA soit 22% du PIB contre 28,2% du PIB en 2006 en rapport notamment avec le bénéfice des initiatives d'allègement de la dette en 2006. Le service de la dette extérieure au titre de l'année 2007, est estimé à 31,0 milliards de FCFA, soit 12,7% des recettes budgétaires contre 9,9% en 2006.

1.3 Secteur extérieur

S'agissant des comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements a enregistré un excédent de 15,5 milliards de francs CFA. Le solde commercial s'est établi à -212,8 milliards en 2007 contre -125,7 milliards une année auparavant. Cette dégradation de la balance commerciale est imputable à la hausse de 40,2% des importations non compensée par celle de 26,5% des exportations. L'accroissement des exportations est la résultante des actions de relance de la production entreprises dans le secteur minier après la contre-performance observée en 2006 et du relèvement de 58,7% du prix conventionnel de l'uranium. La progression des importations est réalisée sous l'impulsion essentielle de l'augmentation des achats de biens d'équipement et de la hausse de la facture pétrolière.

Graphique 3.23 : Evolution des exportations et importations



Source : BCEAO, AMAO

La balance des services est passée à -119,4 milliards, en amélioration de 4,0%. Les revenus nets excédentaires se sont établis à 17,8 milliards en 2007 contre 0,6 milliard en 2006 alors que les transferts courants nets ont progressé de 15,7%. Au total, le déficit du compte courant s'est accentué en se situant à 207,7 milliards de francs CFA, soit 10,6% du PIB nominal contre 8,5% en 2006. Hors transferts courants publics, ce déficit, rapporté au PIB est ressorti à -14,4% contre -11,1 % en 2006.

Le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières a été de 232,7 milliards, en baisse de 20,1% par rapport à 2006.

1.4 Secteur monétaire

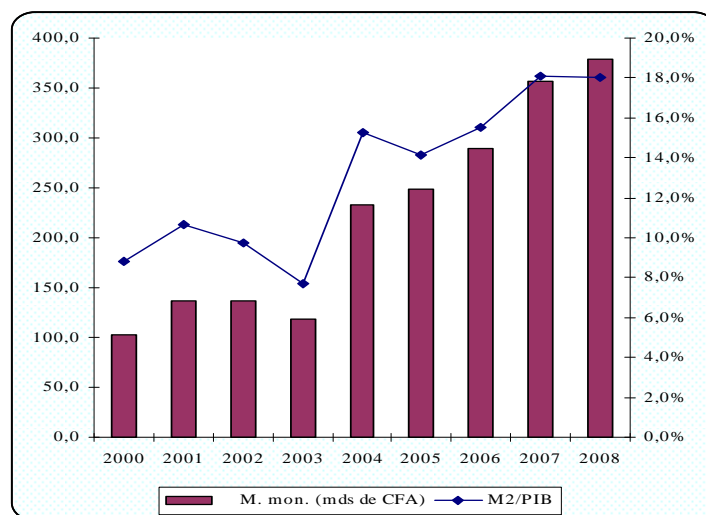
Dans l'espace monétaire UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 9,0% au Niger. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des évolutions diverses des principaux agrégats monétaires.

En effet, la position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie à 225,1 milliards, soit une hausse importante de 44,8% par rapport à fin décembre 2006. Cette évolution est exclusivement imputable à l'accroissement de 72,8 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale en liaison avec la hausse des entrées exceptionnelles de ressources au profit de l'Etat au titre des investissements directs dans le secteur notamment des mines.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en baisse de 29,3%, en ressortant à 72,1 milliards. La position nette du Gouvernement s'est améliorée de 28,7 milliards, du fait de la hausse de 31,7 milliards des créances de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, dont l'effet a été partiellement atténué par la progression de 3,0 milliards de ses dettes. Les crédits à l'économie sont ressortis à 122,5 milliards, en liaison avec l'augmentation de 31,9 milliards des crédits ordinaires.

La masse monétaire a augmenté de 23,2%, pour s'inscrire à 356,2 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution de la liquidité globale s'est traduite par la hausse de 0,3% de la circulation fiduciaire et de 42,0% des dépôts en banque.

Graphique 3.24 : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Le niveau des performances d'ensemble du Niger s'est dégradé en 2007. Le pays a réalisé cinq (05) objectifs, dont deux critères de premier rang, contre six (06) en 2006. Le ratio du déficit public s'est dégradé en dépit de l'accroissement du ratio recettes fiscales/PIB. La hausse relativement importante des dépenses, en particulier, les dépenses primaires autres que salariales est à la base des dégradations constatées sur les indicateurs budgétaires. En dépit d'une légère amélioration, le taux de pression fiscale, demeure l'un des plus faibles de la sous-région. La hausse des pressions inflationnistes a contrarié l'émergence de taux d'intérêt positifs susceptible de booster les efforts de mobilisation de l'épargne intérieure. Toutefois, le cumul d'inflation par rapport aux pays partenaires commerciaux depuis 2004, reste à un seuil acceptable, ce qui assure une appréciation contenue et une stabilité relative du taux de change effectif réel.

Tableau 3.6: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU NIGER

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Critères de premier rang:										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	8,9	8,0	8,5	8,3	9,8	9,6	6,0	6,7	10,3
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	2,9	4,0	2,6	-1,6	0,2	4,2	0,3	4,7	1,6
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	4,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	6,9	7,7	8,8	8,1	7,7	6,0	6,0	7,0	7,4
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	4,0	4,4	4,9	5,7	4,7
Critères de second rang										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	9,1	8,9	10,5	10,5	11,6	10,3	11,0	11,8	12,0
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	50,4	40,2	38,2	37,5	35,2	34,7	33,3	31,0	30,8
iii) Investissements interes/Recettes	≥ 20% RF	7,9	20,0	18,7	18,7	20,3	28,1	25,3	31,6	28,0
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	0,6	-0,5	2,9	5,0	3,3	-0,7	3,2	-1,2	1,9
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-13,6	-1,5	7,1	26,9	13,1	4,1	-2,0	-0,6	0,5
Nombre de critères respectés		4	5	4	4	5	6	7	6	7

: AMAO, BCEAO.

(*) : Prévisions annuelles

Source

3 Perspectives 2008

En termes de perspectives, les principaux objectifs envisagés en 2008 s'inscrivent dans le cadre de la mise en oeuvre de la Stratégie de Développement Accéléré de la Réduction de la Pauvreté (SDARP) 2008-2012, adoptée par le Gouvernement en octobre 2007, à l'issue d'un large processus participatif. Le programme vise une amélioration des indicateurs des OMD et le renforcement du cadre macroéconomique et macro financier. Toutefois, la mauvaise conjoncture qui sévit au plan international risque de compromettre la réalisation de ces objectifs, surtout si celle-ci s'installe dans la durée. C'est tenant compte de ce contexte que les autorités ont retenu des objectifs quantitatifs et qualitatifs mesurés à atteindre en 2008. Il s'agit :

- de réaliser un taux de croissance économique réel de 3,8% ;
- de maîtriser l'évolution des prix en contenant le taux d'inflation à moins de 2,0% ;
- d'améliorer le solde budgétaire de base par des mesures visant à optimiser les recettes et à maîtriser la progression des dépenses courantes ;
- de réduire le stock des arriérés de paiements intérieurs ;
- de résorber le déficit du compte courant de la balance des paiements hors dons par la redynamisation et la diversification des produits agropastoraux destinés à l'exportation ainsi que la promotion des exportations traditionnelles.

Pour atteindre ces objectifs, les autorités ont pris des dispositions pour accroître la maîtrise de l'eau et renforcer le système d'irrigation villageoises ainsi que pour développer les filières porteuses et les produits sylvo-agro-pastoraux. En matière des finances publiques, les principales mesures prises visent l'accroissement des ressources internes par le renforcement des capacités des structures de recouvrement, l'élargissement de la base de l'assiette fiscale, la réduction du champ des exonérations et la poursuite de la lutte contre l'incivisme fiscal. Les mesures déjà mises en oeuvre seraient renforcées au niveau de la douane et des impôts. Elles se traduiraient par un accroissement des recettes budgétaires de 11,7% et en particulier des recettes fiscales de 12,6%.

4 Conclusions et recommandations

L'activité économique et financière a été morose dans l'ensemble en 2007. Le fléchissement du niveau d'ensemble de la convergence avec un nombre moindre de cibles atteintes en constitue une des illustrations. De plus, le niveau d'incertitude qui dérive d'une mauvaise conjoncture internationale qui perdure accroît la fragilité de ce niveau de réalisations. L'ampleur des écarts défavorables existant entre les réalisations de certains critères notamment celui portant sur le déficit budgétaire incite à des efforts

d'ajustement budgétaire supplémentaires en vue de permettre une meilleure orientation des tendances. En particulier, les autorités devraient :

- poursuivre les actions précises portant sur l'élargissement de l'assiette et l'amélioration du recouvrement des recettes budgétaires par la consolidation des mesures préconisées dans les plans d'actions des régies financières ;
- assurer la maîtrise des dépenses courantes, notamment, celles de matériel et des transferts et subventions ;
- poursuivre et renforcer les réformes structurelles et sectorielles en vue de favoriser la réalisation d'une croissance économique forte et durable, nécessaire à la réduction de la pauvreté ;
- promouvoir les produits d'exportation par une politique de sensibilisation et d'incitation à la diversification productive afin d'accroître les sources d'une amélioration du solde courant de la balance des paiements.